

1144 • 26 juin au 9 juillet 2014

LIENSOCIAL

L'actualité sociale autrement

MAURITANIE : PÉTITION
DE SOUTIEN POUR AMINETOU
MINT EL MOCTAR, MILITANTE
DES DROITS DE L'HOMME

**MENACÉE PAR
UNE FATWA**

p.15

Dossier Centre éducatif fermé La Rouvellière

La pédagogie adaptée aux plus difficiles



GENS DU VOYAGE :

Un service social sur les aires d'accueil p.18

Affreux, sales
et méchants
par Jiho
p.46

6 L'ESSENTIEL de la quinzaine

7 **DÉCRYPTAGE** par Joël Plantet
La refondation est avancée



8 Sur le vif
d'Etienne Liebig
Ou le restau!



11 L'humeur
de Jacques
Trémintin
Malaise!



13 La plume
de Célia
Carpaye
Hé toi

14 Tribune des **RÉSISTANCES**
Assises du travail social : **Faire entendre
la parole des travailleurs sociaux**

15 Chronique **INTERNATIONALE**
Esclavage en Mauritanie : **Eradiquer
toutes les formes de servitude**

16 **FORMATIONS TRANSMISSION**
L'enseignement du travail social
au Québec

18 Au cœur des **MÉTIERS**
Gens du voyage : **Un service social
sur les aires d'accueil**

21 Angle **DROIT**
Nouvelles orientations pour la PJJ

24 **DOSSIER**
**Reportage au Centre éducatif fermé
La Rouvellière**
**La pédagogie adaptée
aux plus difficiles**

Entretien avec le directeur **Mustapha Labzaê**
Témoignage d'**Héloïse Lecourt**, éducatrice spécialisée
Entretien avec la psychologue, **Frédérique Marchand**
Témoignage d'**Amandine Vovard**, infirmière

32 Au cœur des **MÉTIERS**
Réforme de l'asile : **Le choix de la Belgique**

35 Matière à **PENSÉES**
Entretien avec Didier Martin, sociologue
Le burn-out des travailleurs sociaux

37 L'espace du **LECTEUR**
**Pour ou contre les salles
de consommation à moindre risque ?**

39 **L'ŒIL** et **L'OREILLE**
LIVRES *Je peux écrire mon histoire*, A. Faizi,
F. Meichler, Bearboz - *Les pièges de l'identité
culturelle*, R. Meyran et V. Rasplus
Ceux qui passent, H. Sabéran - *Préhistoire
de la violence et de la guerre*, M. Patou-Mathis
FILM *Fou, tu dis ?*
EXPOSITION *À mon corps dérangeant*

43 Les **ARTISANS** du social
Portrait de **Martin Denis**
Dans le bocal du travail social

45 Offres d'**EMPLOI**

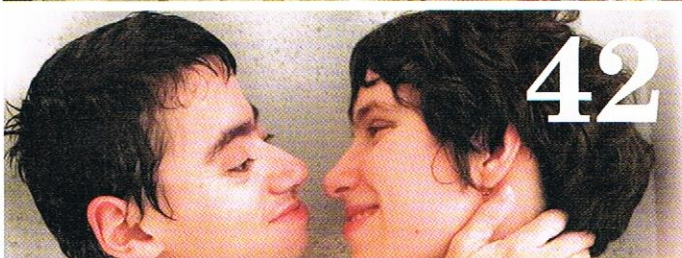
46 **JIHO** *Affreux, sales et méchants*



© J. BOYE



© DR



FRÔME DEVA



© JULIEN BOYE

Militante des Droits de l'homme et présidente de l'association des femmes chefs de famille, **Aminetou Mint El Moctar** défend les populations les plus vulnérables et dénonce publiquement l'esclavage persistant en Mauritanie. Après avoir demandé « un procès juste et équitable » à l'égard d'un homme accusé d'apostasie, elle est menacée par une fatwa lancée contre elle par le groupe religieux extrémiste Les amis du prophète. Une pétition de soutien circule (1)

Mauritanie Esclavage

Eradiquer toutes les formes de servitude

« **L'**esclavage touche toutes les communautés nationales mais à des degrés différents », indique Aminetou Mint El Moctar présidente de l'Association des femmes chefs de famille (AFCF) créée en 1999, prix des Droits de l'homme, et actrice incontournable du travail social en République islamique de Mauritanie. Malgré la répression des autorités et la violence de sa propre famille, elle dénonce publiquement l'impunité face aux violences commises envers les femmes et les enfants. L'esclavage moderne regroupe plusieurs pratiques tels que le travail forcé, l'exploitation domestique et sexuelle, la mendicité sous contrainte, ou le mariage forcé. En Mauritanie, à ces formes dites « modernes » s'ajoute l'esclavage traditionnel ou héréditaire. La présidente d'AFCF synthétise : « Chez nous, les descendants d'esclaves sont appelés *Haratines* (...) Ils travaillent sans rémunération, sont maltraités, n'ont pas accès à l'éducation et leurs enfants vont appartenir à leur tour aux enfants du maître ».

La vidéo de l'interview d'Aminetou Mint El Moctar est disponible sur le site Internet : www.educ-autour-du-monde.com

Centres d'accueil

Basés au sein de la capitale Nouakchott, mais aussi à Kaédi et Rosso, villes frontalières avec le Sénégal, des centres d'hébergement composés de travailleurs sociaux, d'une équipe médicale et de juristes accompagnent les victimes de violence, de l'esclavage ou de la traite. Dans ces centres où s'exercent aussi l'accueil et l'écoute, les professionnels proposent une assistance sanitaire, psychologique, sociale et juridique. Des activités génératrices de revenus sont également réalisées car « de nombreuses personnes affranchies retournent chez leur maître en raison de leur impossibilité à subvenir en ville à leurs besoins vitaux », ajoute Aminetou Mint El Moctar. Les professionnels de l'association collaborent enfin avec les ambassades pour amorcer le retour de certaines victimes dans leur pays d'origine. La problématique des jeunes filles domestiques constitue une forme moderne de servitude très répandue en Mauritanie. Issues de familles extrêmement pauvres, celles qu'on appelle « petites bonnes » ont pour la majorité moins de douze ans et sont envoyées chez des particuliers pour effectuer des tâches ménagères en échange d'une très faible rémunération. Elles sont alors sujettes à toutes formes d'abus et de maltraitements. Pour faire face à ce phénomène, l'association a créé des « comités parentaux » dans chaque quartier de la capitale. Constitués de travailleurs sociaux, médecins, agents communaux, instituteurs de quartier, membres d'anciennes familles employant ces enfants, tous tentent d'identifier ces mineurs, les suivre au quotidien, leur proposer un accompagnement scolaire ou professionnel et sensibiliser la population à cette problématique. Véritable exemple en matière de développement social local, ce dispositif financé par Terres des hommes est reconnu par plusieurs organisations internationales et intéresse des pays limitrophes touchés également par ce fléau.

Elections

Malgré l'abolition de l'esclavage en 1981 et la reconnaissance de son caractère criminel depuis 2007, le gouvernement a longtemps nié l'existence de ces pratiques. En mars dernier, les autorités mauritaniennes en collaboration avec l'ONU ont adopté un plan d'éradication de l'esclavage. Celui-ci est déjà contesté par les associations qui notent le manque de volonté du gouvernement et ne voient qu'un texte de plus visant à se mettre en accord avec la communauté internationale. AFCF et d'autres ONG tentent désormais de défendre leurs idées en cette période d'élection présidentielle. Les menaces de mort récentes proférées contre Aminetou Mint El Moctar dénotent combien la défense des Droits de l'homme reste un sujet particulièrement sensible en Mauritanie.

Julien Boye

(1) secure.avaaz.org/fr/petition